

Macron, année 1

Comment le président français réforme le pays

Par Nelly Deflisque*

» Après un an à la tête de l'Etat français, Emmanuel Macron peut se targuer de tenir son planning politique d'une main de maître. Réformes économiques et sociales s'enchaînent à vitesse grand V. Comment parvient-il à trouver un soutien au niveau national et européen ? Nelly Deflisque tente de percer le secret de son succès.

Emmanuel Macron tient d'une main de maître son agenda politique. Les jalons des mesures phares annoncées lors de sa campagne présidentielle sont d'ores et déjà posés et pour certains même, bien ancrés. En juin 2017, le premier ministre Edouard Philippe donnait ainsi le ton en assurant un axe de travail gouvernemental résolument tourné vers la « rénovation du modèle social français ». Et force est de constater que de nombreuses transformations ont depuis été engagées par l'Etat, à commencer par la réforme du travail qui n'était pas une mince affaire.

Si en 2016, son prédécesseur, François Hollande, avait suscité une crise sociale sans précédent avec sa Loi Travail (dont le fond des réformes était en partie similaire à l'actuelle) Emmanuel Macron a pour sa part choisi de changer de méthode pour aller plus loin encore dans la réforme du code du travail, jugé trop contraignant. En engageant les discussions avec les partenaires sociaux, l'exécutif s'est ouvert à la « concertation », sans toutefois renoncer au passage en force. En effet, les textes ont été légiférés par ordonnances afin d'entrer rapidement en vigueur dès le 1er janvier 2018. En creux de la réforme ? Un marché du travail plus flexible pensé pour « libérer les énergies des entreprises et des actifs mais aussi d'adapter les droits des salariés à leurs attentes et à leurs besoin », dit sa ministre du Travail, Muriel Pénicaud, au cours d'une

conférence de presse donnée en juin 2017. Derrière le discours, les opposants y voient surtout une manière de réduire les droits des salariés au détriment des employeurs.

Peu après cette réforme d'ouverture, le chef de l'Etat a porté ses coups de lance sur la SNCF afin d'engager un « nouveau pacte ferroviaire ». L'idée : reprendre aux deux-tiers la dette colossale de l'entreprise estimée à hauteur 54,4 milliards d'euros par l'Etat français et, en contrepartie, faire de cet établissement public une société anonyme. Le gouvernement a également décidé que les nouveaux embauchés par la SNCF ne bénéficieraient plus du statut des cheminots qui leur garantissait jusqu'à présent de très bonnes prestations, notamment des prestations sociales, une retraite avantageuse et un emploi à vie.

La loi adoptée par le Sénat le 5 juin 2018 a également pour objectif de libéraliser les transports d'ici 2020, date de la libéralisation du marché, ce qui entraînera une concurrence féroce pour le monopole ferroviaire de la SNCF.

Macron, le séducteur ?

Cette volonté de réformer au pas de charge a des conséquences dans la rue : dès septembre 2017, plus de 223 000 manifestants*, principalement

* Nelly Deflisque est journaliste société et auteure freelance sur la santé et l'éducation.

portés par les syndicats de gauche, ont défilé dans les grandes villes pour marquer leur opposition à une politique de double discours. Pourtant, quelques mois plus tard, le traditionnel 1er Mai qui réunit chaque année plusieurs milliers de personnes pour la fête du travail, a fait retomber quelque peu la pression, et surtout, les attentes des opposants : à Paris, ils étaient seulement 34 500 manifestants* à défilé cette année sous les banderoles anti Macron.

Les éditorialistes français s'accordent ainsi à dire que les mouvements d'opposition sont plus faibles et surtout moins vigoureux qu'à l'accoutumée. Macron impose son style et fait passer ses réformes sans (trop) de difficultés. « Pour le moment, il jouit du crédit des français. Il semblerait qu'on veuille lui laisser sa chance car il incarne le renouveau en politique en transcendant les vieux partis », analyse Fabien Dabert, journaliste responsable de l'actualité politique pour *L'Internaute magazine*.

La popularité du président semble confirmer cette observation : en mai 2017, un an après son élection, environ 40 % des Français étaient satisfaits de Macron, soit nettement plus que ses deux prédécesseurs (respectivement 32 % pour Sarkozy et 29 % pour Hollande aux mêmes dates). Sa technique de séduction ? Il s'entoure de l'aura du réformateur, qui n'a pas peur d'aborder les dossiers chauds de la République et qui joue savamment de son ambiguïté. Il est encore difficile de placer Macron sur la scène politique – clairement à droite ou clairement à gauche – même si de plus en plus de personnes estiment que sa politique protège et favorise les intérêts des privilégiés.

« Le président des riches »

« Une image lui colle à la peau depuis son début de mandat: celle d'être le président des riches », souligne Fabien Dabert. Si les manifestations sont moins intenses, une colère sourde gronde parmi les Français les plus démunis. En allégeant l'ISF, l'impôt sur la fortune, tout en rognant sur les APL, aides personnalisées au logement, en supprimant l'impôt de l'exit tax (mécanisme fiscal qui a pour

objectif d'éviter la délocalisation des contribuables français à l'étranger) d'un côté et en augmentant les prix du carburant de l'autre, Macron réalise un numéro d'équilibriste. Même les personnes qui lui sont proches et qui le soutiennent politiquement le critiquent. Dans une note confidentielle adressée à l'Élysée début juin, et révélée par le quotidien *Le Monde*, trois économistes qui ont inspiré son programme économique, Philippe Aghion, Philippe Martin et Jean Pisani-Ferry, s'alarment de son virage à droite. Tout en saluant certaines mesures déjà mises en place, notamment pour l'éducation dans les zones défavorisées, ces derniers regrettent que « le thème de la lutte contre les inégalités d'accès, qui était constitutif de l'identité politique du candidat, (soit) occulté ».

Restent aussi des sorties médiatiques qui renforcent cette vision d'un président déconnecté de ses concitoyens, particulièrement les moins favorisés. Morceaux choisis : « Je ne céderais ni aux faïnénants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes », lançait-il à propos d'opposants après la validation de la réforme du travail par le Conseil Constitutionnel le 8 septembre 2017 ou encore « le meilleur moyen de se payer un costard, c'est de travailler », à l'attention de deux jeunes hommes en formation professionnelle qui l'interpellaient sur leur problème d'argent lors d'un déplacement dans l'Hérault alors qu'il était encore ministre de l'Économie.

« Ces excès de langage s'accompagnent aussi d'une communication ultra verrouillée. Emmanuel Macron s'impose comme le maître du temps médiatique », décrypte Fabien Dabert. Le crédo du président ? Se mettre à distance des journalistes et a fortiori des rédactions pour respecter dit-il « la grande histoire démocratique qui lie la presse au pouvoir et qui fait de la profession la plus haute expression de la liberté ». L'équipe rapprochée de Macron filtre ainsi rigoureusement les reporters et refuse les propos off en marge de ses conférences de presse, mais aussi les déjeuners de rédaction et les échanges privés lors des déplacements. Un comportement très différent de celui de ses deux prédécesseurs, qui n'hésitaient pas à multiplier en public les phrases et les commentaires basés sur l'émotion ou la provocation.



Les réformes de Macron rencontrent peu de résistance

Immigration et enjeux européens

Autre point sensible de son projet politique : la loi Asile-Immigration qui a été adoptée le 22 avril en première lecture. Ce texte prévoit des dispositions très commentées, comme la réduction du délai pour déposer une demande d'asile de 120 à 90 jours (un temps jugé trop court par les opposants au texte) ou encore l'allongement de la durée maximale de rétention des étrangers en attente d'expulsion de 45 à 90 jours.

Cette politique, Emmanuel Macron l'envisage aussi sur le plan européen, dont il sait que la thématique est au cœur des préoccupations depuis plusieurs années. « Je propose de créer un programme européen qui soutienne directement financièrement les collectivités locales qui accueillent et intègrent les réfugiés », déclarait-il notamment en avril dernier, à Strasbourg, face aux députés européens.

Au niveau européen également, Emmanuel Macron entend maintenir et renforcer la position d'un homme fort qui n'hésitera pas à se saisir des dossiers chauds de l'Europe pendant la durée de son quinquennat. Il insiste notamment sur l'ouverture d'un débat concernant le budget de la zone euro. Cette proposition de budget commun aux dix-neuf pays de la monnaie unique a pour objectif de faire face aux enjeux économiques des différents Etats membres et de renforcer leur solidarité en cas de coup dur. Si la chancelière allemande concède quelques points au président français sur le montant du budget, ce projet ne devrait pourtant pas être une tâche facile. Pour autant, « en multipliant les déclarations d'amour à l'Europe, Emmanuel Macron continue de s'imaginer en leader naturel, à l'heure où les pays concernés se replient sur des conflits identitaires, voire même conservateurs », décrypte Fabien Dabert.

Des défis qui ne devraient pas nécessairement devenir plus simples après sa première année de mandat : à l'avenir, Macron devra certainement axer davantage sa politique sur les attentes et les critiques de l'opposition française – tout en tenant compte des bouleversements politiques chez ses voisins européens, en particulier le développement des mouvements d'extrême droite et populistes, notamment en Pologne, en Italie ou en Autriche, ou l'instabilité politique dans d'autres pays – comme en Espagne au printemps 2018 ou en Grande-Bretagne avec le Brexit qui approche. Les prochaines élections européennes lui montreront où il se trouve et quelle est sa marge de manœuvre pour l'avenir.

* chiffres du Ministère de l'intérieur